



Renforçons

l'efficacité des financements de nos systèmes alimentaires

La Fondation pour l'agriculture et la ruralité dans le monde (FARM) propose l'amélioration et la simplification des méthodes d'évaluation de l'impact des investissements agricoles publics et privés dans les pays du Sud. Elle appelle aussi à mieux prendre en compte la situation des producteurs dans la mesure d'impact.

L'alarme sonne pour notre système alimentaire mondial ! Face à une insécurité alimentaire repartie à la hausse et aux appels à la souveraineté agricole qui font craindre un repli sur soi, un défi colossal se dresse devant nous : combler le gouffre du financement pour des systèmes alimentaires durables.

C'est dans les pays du Sud où se joue une partie décisive pour l'avenir de notre planète que l'urgence est la plus criante : là où plus d'un habitant sur deux tire sa subsistance de la terre, là où les agriculteurs sont déjà en première ligne face aux aléas du climat et à l'épuisement des ressources naturelles. L'ampleur de la tâche est vertigineuse, mais l'inaction n'est pas une option tant les interdépendances sociales, politiques et économiques entre les régions du monde sont grandes.

Créée il y a 20 ans à l'initiative du président de la République Jacques Chirac, reconnue d'utilité publique, la Fondation pour l'agriculture et la ruralité dans le monde (FARM) déploie ses ressources pour catalyser les initiatives pour un avenir alimentaire durable et équitable pour tous.

À l'occasion de ses deux dernières conférences internationales annuelles axées sur la mesure d'impact des investissements, elle appelle à une mobilisation des acteurs publics et privés pour investir ensemble dans un développement soutenable des agricultures du Sud.

Plus un État dépend de son agriculture, moins il la soutient

Chaque année, environ 600 milliards de dollars sont investis mondialement par les pouvoirs publics pour soutenir l'agriculture et l'alimentation, notamment sous forme de transferts aux producteurs ou encore de financements d'infrastructures.

FARM a développé un observatoire qui révèle une corrélation entre le niveau de revenu d'un pays et l'intensité de son soutien agricole. Malgré une plus faible contribution à l'emploi et à la croissance du secteur agricole, les pays riches (USA, UE) soutiennent leur agriculture à hauteur de 22 à 25 % de la valeur de la production. L'écart de soutien entre pays riches et pays en développement est considérable, avec des dépenses par actif agricole 2 690 fois supérieures aux États-Unis qu'au Ghana. Cette disparité soulève des questions d'équité et de compétitivité sur le marché mondial, ainsi que des défis pour les économies dépendantes de l'agriculture face aux enjeux démographiques et environnementaux.

Les difficultés d'accès au financement pour de nombreux agriculteurs dans les pays en développement aggravent cette situation, nécessitant une augmentation des financements publics, lesquels restent insuffisants pour combler le fossé croissant.

Dans ce contexte, les politiques publiques et la place de l'investissement privé pour la transformation des agricultures doivent être réinterrogées.

Renforcer l'efficacité des financements

L'investissement dans les agricultures des pays du Sud est trop souvent tributaire de l'aide au développement qui, bien qu'essentielle, ne parvient pas, à elle seule, à libérer les potentiels agricoles des filières. L'attention doit également être portée sur les soutiens par des acteurs privés aux transitions agricoles dans les pays du Sud, un sujet auquel FARM s'intéresse au travers de ses études et de ses recommandations.

La majorité des acteurs privés qui interviennent dans le financement de projets de transition dans le Sud sont issus des pays du Nord, où le volume et la disponibilité des fonds

sont importants. Leur typologie est variée, entre les fonds d'investissements durables (institutionnels ou philanthropiques), les institutions de microcrédits, les fondations, mais également les entreprises des chaînes de valeurs agricoles et alimentaires qui ont un rôle clef à jouer dans l'accompagnement des producteurs. Les mécanismes et outils de financement sont, eux aussi, très divers : obligations vertes, fonds d'investissements, prêts « durables », garanties...

Force est d'admettre que les projets de petite dimension et la majorité de producteurs dans les pays du Sud n'y ont pas accès, au moins directement. La construction de schémas financiers appropriés s'appuyant sur un mixage entre ressources publiques et privées, la *blended finance*, est un des leviers qui devrait permettre de renforcer l'efficacité des financements et donc des investissements. FARM invite à ouvrir la réflexion sur le sujet.

Mesurer l'impact des financements pour mobiliser plus de moyens

Nombre d'acteurs privés alignent leurs stratégies sur les Objectifs de développement durable (ODD) de l'ONU, participant ainsi aux dynamiques qui encouragent la prise en compte des impacts environnementaux et sociaux. Poussée par les réglementations, les attentes des consommateurs ou des épargnants, la mesure de l'impact environnemental et social, voire en termes de gouvernance (ESG), des investissements publics et privés dans les filières agricoles et alimentaires est un sujet en pleine expansion. L'évaluation doit également permettre de mettre en lumière les retombées économiques concrètes de ces investissements - que ce soit à court, moyen et long termes - justifiant ainsi l'allocation de ressources supplémentaires. En quantifiant les effets sur la productivité, les revenus des ruraux et la sécurité alimentaire, on peut identifier les stratégies les plus efficaces et ajuster les politiques en conséquence. L'analyse des investissements passés révèle l'importance de cibler non seulement la production primaire, mais aussi les infrastructures et les services de soutien, essentiels pour maximiser l'impact global.

Catherine MIGAULT

Directrice générale de la Fondation pour l'agriculture et la ruralité dans le monde (FARM)



De plus, en évaluant l'efficacité des dépenses publiques, on peut optimiser l'utilisation des fonds, réduire les subventions les moins efficaces et créer un environnement plus propice aux investissements privés rentables. Cette approche, basée sur le traitement des données, peut permettre d'attirer davantage de financements tout en garantissant leur utilisation dans un objectif de développement agricole durable et une croissance économique inclusive.

Même si les difficultés d'accès aux données restent un frein, les initiatives se multiplient, avec parfois des méthodes et des indicateurs qui se font concurrence, qui ajoutent à la complexité administrative ou dont la pertinence peut être discutée. L'amélioration et la simplification de ces méthodes et indicateurs sont des voies de progrès que FARM propose d'explorer. La responsabilité de la transition ne peut donc pas peser que sur les épaules des producteurs. Elle doit être partagée et nécessite de bien définir les rôles et les engagements de chacun, en tenant compte de leur capacité économique à supporter les coûts et risques associés.

Dans ce paysage en constante évolution, l'évaluation de l'impact des investissements agricoles devient cruciale. Bien que complexe, cette démarche est indispensable pour orienter les financements vers des pratiques durables et résilientes, capables de résister aux aléas géopolitiques et climatiques. C'est en relevant ce défi que nous pourrions construire un avenir agricole mondial à la fois productif et respectueux de notre environnement. ▀

Catherine Migault